

Etude d'écart et d'impact en vue d'un rapprochement du cadre réglementaire tunisien vers les normes internationales et de l'Union européenne en matière de marchés publics

Thématique principale: Développement économique et appui au secteur privé



Couverture nationale
Zones Géographiques :
- Tunis : Gouvernorat entier

Informations générales

Budget global	€121,695
Budget européen	€121,695
Date de début	03/09/2018
Date de fin	02/09/2019
Statut	Archivé
Projet National	Oui

Organisations partenaires

Chef de file

- Cowi - COWI BELGIUM SPRL

Labels:

Informations

Actualités du projet :

Résultat 1 : Un rapport de démarrage est réalisé

Résultat 2 : Un diagnostic dans le domaine des marchés publics est réalisé

Résultat 3 : Une formation pour environ 20 personnes est organisée

Résultat 4 : Une étude d'écart avec préconisations pour un rapprochement est réalisée

Résultat 5 : Un atelier pour environ 150 personnes est organisé

Résultat 6 : Une étude d'impact de la conclusion du chapitre de l'ALECA relatif aux marchés publics sur l'économie de la Tunisie est réalisée

Résultat 7 : Un atelier pour environ 150 personnes est organisé

Présentation du projet :

L'objectif général de ce projet est d'améliorer les conditions d'accès des biens et services tunisiens au marché européen, par le biais, notamment, d'un rapprochement réglementaire et institutionnel progressif avec l'acquis de l'Union européenne dans le cadre de négociations d'un ALECA.

Objectifs du projet :

Le présent projet vise à permettre à la Tunisie de négocier un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) en disposant des outils d'appréciation des écarts existants et des besoins de mise à niveau en vue d'un rapprochement avec les normes internationales (accord de l'OMC sur les marchés publics) et l'acquis de l'Union européenne dans le domaine des marchés publics. Le présent projet doit également permettre d'évaluer les opportunités et les défis relatifs à la conclusion de ce chapitre et les mesures d'appui aux entreprises tunisiennes qui pourraient être entreprises pour permettre à ces dernières de tirer partie de l'ouverture du marché unique à leurs biens et services.